

INTERREG VI A Italie-France Maritime 2021-2027

***BTOB PREMIER APPEL À PROJETS
CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA PRÉSENCE
D'AIDES D'ÉTAT***

Notion « d'aide d'État »

Une « aide d'État » est une mesure ou une intervention publique qui tombe dans le champ d'application de l'article 107, paragraphe 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), repris ci de suite :

- « Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions »

Quatre conditions doivent se vérifier:

- « ..dans la mesure où ¹⁾elles affectent les échanges entre États membres, les ²⁾aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui ³⁾faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en ⁴⁾favorisant certaines entreprises ou certaines productions »

Notion « d'aide d'État »

Quatre conditions doivent se vérifier:

- Origine « étatique » de l'aide:
 - imputabilité à l'État
 - ressources d'État
- Avantage sélectif, accordé à certaines entreprises ou certaines productions:
 - Avantage
 - Sélectivité
 - Bénéficiaire: entreprise
- Fausser ou menacé de fausser la concurrence
- Affectation des échanges entre les États membres

Critères d'évaluation

Document de référence:

- Communication de la Commission relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Journal officiel de l'Union européenne n. C 262 du 19.07.2016)

Mais il faut également prendre en compte:

- Jurisprudence de la Cour de justice
- Pratique décisionnelle de la Commission européenne

Critères d'évaluation

Origine « étatique » de l'aide (imputabilité à l'État et ressources d'État):

- Condition qui est toujours remplie dans le cas des programmes qui reçoivent le financement des fonds structurels et d'investissement; il en est ainsi pour le PC Italie France maritime

Critères d'évaluation

Présence d'un avantage sélectif, accordé à certaines entreprises ou certaines productions:

- **Avantage (notion ayant nature économique):**
 - Il s'agit d'un avantage économique qu'une entreprise n'aurait pas pu obtenir dans les conditions normales du marché.
 - En plus des subventions, toute opération (par exemple l'octroie de prêts, garanties, ou la vente et l'acquisition d'actifs, de biens et de services) peut comporter un avantage si elle n'est pas réalisée à condition de marché.
 - L'avantage indirect est également concerné : avantage procuré à d'autres entreprises que celles auxquelles des ressources d'État sont directement transférées.

Critères d'évaluation

Présence d'un avantage sélectif, accordé à certaines entreprises ou certaines productions:

○ **Sélectivité :**

- Seules sont sélectives les mesures qui confèrent un avantage à certaines entreprises ou catégories d'entreprises ou à certains secteurs économiques.
- La sélectivité peut être géographique (régionale) ou matérielle.
- En principe, seules les mesures qui s'appliquent à l'ensemble du territoire de l'État membre échappent au critère de sélectivité géographique, mais certaines exceptions ont été reconnues (certaines mesures fiscales).
- La sélectivité matérielle d'une mesure signifie que cette mesure ne s'applique qu'à certaines entreprises (ou catégories d'entreprises) ou qu'à certains secteurs de l'économie dans un État membre donné. Elle peut être établie de jure ou de facto. La sélectivité de jure résulte directement des critères juridiques appliqués à l'octroi d'une aide qui est formellement réservée à certaines entreprise. La sélectivité de facto peut résulter de conditions ou d'obstacles imposés par les États membres pour empêcher certaines entreprises de bénéficier de la mesure.
- La sélectivité géographique est présente dans les programmes qui reçoivent le financement des fonds structurels et d'investissement géographiquement délimité par rapport au territoire d'un État membre, comme dans le cas du PC Italie, France maritime. Généralement, dans ces programmes est également présente la sélectivité matérielle.

Critères d'évaluation

Présence d'un avantage sélectif, accordé à certaines entreprises ou certaines productions:

- **Entreprise (toute entité exerçant une activité économique):**
 - La notion d'entreprise comprend toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement.
 - Constitue une activité économique toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché.
 - Des organismes non qualifiés entreprise dans le droit national, tels qu'une entité faisant officiellement partie de l'administration publique, peuvent être considéré entreprise dans le droit UE de la concurrence. Le seul critère pertinent est le fait qu'elle exerce ou non une activité économique.

Critères d'évaluation

Présence d'un avantage sélectif, accordé à certaines entreprises ou certaines productions:

- **Entreprise (toute entité exerçant une activité économique):**

- Exemple d'activité non économiques:

- les activités qui font intrinsèquement partie des prérogatives de puissance publique et qui sont exercées par l'État
 - l'enseignement public organisé dans le cadre du système d'éducation nationale financé et supervisé par l'État
 - à certaines conditions, les activités dans le secteur de la culture et conservation du patrimoine, y compris la protection de la nature

Critères d'évaluation

Fausser ou menacé de fausser la concurrence:

- On considère qu'une mesure octroyée par l'État fausse aux menaces de fausser la concurrence lorsqu'elle est de nature à renforcer la position concurrentielle du bénéficiaire par rapport à d'autres entreprises concurrentes.
- Dans la pratique, une distorsion de la concurrence est généralement constatée dès lors que l'État octroie un avantage financier à une entreprise dans un secteur libéralisé où la concurrence existe ou pourrait exister

Critères d'évaluation

Affectation des échanges entre les États membres:

- On considère que lorsqu'une aide financière accordée par un État renforce la position d'une entreprise par rapport à celle d'autres entreprises concurrentes dans les échanges au sein de l'Union, ces derniers doivent être considérés comme influencés par l'aide
- Ils existent des cas dans lesquels la mesure ne produit ses effets qu'à un échelon purement local et n'affecte donc pas les échanges entre États membres

Interreg



Cofinanziato
dall'Unione europea
Cofinancé par
l'Union européenne

Marittimo-IT FR-Maritime

Merci pour votre attention

